

La communication économique et financière de l'Association Éthique et Investissement

DIFFICILE CHOIX QUE CELUI DU DESINVESTISSEMENT DES ENERGIES FOSSILES



Le 3 octobre dernier, 40 nouvelles institutions catholiques ont annoncé le retrait de leurs investissements dans les énergies fossiles (pétrole, gaz, charbon) venant ainsi rejoindre le mouvement mondial qui avait commencé en octobre 2015. Il est certain que l'exploitation des énergies fossiles, responsable d'environ 70% des émissions de gaz à effet de serre, à l'origine du réchauffement climatique, doit être drastiquement restreinte et remplacée par des énergies renouvelables et une transformation générale de notre modèle de société.

La position à adopter quant au financement des entreprises productrices d'énergies fossiles est pour autant loin d'être simple.

N'y a-t-il pas une contradiction à sortir, par conviction, ses actifs du secteur des énergies fossiles tout en continuant inévitablement d'en être un utilisateur régulier. Personne aujourd'hui ne peut vivre dans notre modèle de société sans consommer directement ou indirectement des matières fossiles.

Par ailleurs, le désinvestissement n'exerce pas une véritable pression économique sur les entreprises du secteur parce que les montants désinvestis à ce jour ne représenteraient que 2% de la capitalisation du secteur qui n'aura pas de mal à trouver d'autres financeurs. Afin de donner au désinvestissement une portée économique, il faudrait que les fonds désinvestis soient réinvestis dans les énergies renouvelables ce qui semble n'être le cas qu'à hauteur de 30%. Pour aller jusqu'au bout du raisonnement, il faudrait cesser d'investir dans l'ensemble des entreprises utilisatrices d'énergie ou de produits fossiles (productions de dérivés du pétrole).

Le choix du désinvestissement est donc avant tout un acte politique militant destiné à lancer un signal aux entreprises, aux institutions financières ainsi qu'aux gouvernements et à l'opinion publique. Et cela est utile.

Mais il y a aussi de bonnes raisons de rester investi dans le secteur des énergies fossiles pour en accompagner la nécessaire mutation, comme E&I a choisi de le faire pour le fonds NS50.

En effet, être actionnaire c'est avoir un droit de vote et d'interpellation aux AG. Cela a du sens de se regrouper entre actionnaires responsables pour dialoguer et peser sur la conduite d'une véritable transition énergétique qui ne consiste pas seulement à céder ses activités polluantes à d'autres. Rester actionnaire, c'est également éviter que d'autres actionnaires, peu concernés par les enjeux écologiques et sociétaux du secteur, ne rachètent les actions cédées avec un objectif de rentabilité à court terme.

La position adoptée par E&I est complémentaire de celle adoptée par les institutions qui ont choisi de désinvestir car il faut sans doute aborder la transition énergétique par plusieurs angles à la fois.

Agathe DAVID, chargée de mission

agathe.david@ethinvest.asso.fr

SECTEUR AUTOMOBILE : constructeurs et équipementiers

Au service de la demande de mobilité en forte croissance, ce secteur a un impact très fort sur l'emploi et sur l'environnement. L'évolution du contexte réglementaire induit de nécessaires innovations technologiques : voiture électrique, connectée, autonome et partagée. En 2030, la moitié des véhicules devraient être électriques. Tous les constructeurs sont mobilisés et concluent des partenariats dans cette perspective. Dans le même temps, la voiture connectée et autonome permettra de mieux répondre à l'enjeu essentiel de la sécurité. Ces évolutions technologiques vont présenter malheureusement de nouveaux risques par l'utilisation intensive de matières premières sensibles comme le cobalt par exemple, nécessitant un « devoir de vigilance » accru de la part des donneurs d'ordre.

Nous avons étudié les entreprises suivantes : Michelin, Peugeot (PSA), Faurecia, Valeo, Renault, BMW, Fiat-Chrysler, Nokian Tyres, Daimler et Plastic Omnium.

Les notes globales Vigeo, concernant les six critères d'analyse, sont très réparties de 67 à 32. Seules trois entreprises sur les dix ont une note supérieure à 60, il s'agit de Michelin, Peugeot et Valeo. A l'inverse deux entreprises ont une note inférieure à 40 : Daimler et Plastic Omnium. Pour les Ressources humaines, quatre entreprises sont très bien notées (Michelin, Peugeot, Valeo et Renault) mais la note de Nokian Tyres est faible. Pour l'environnement, les résultats sont bons sauf pour Fiat Chrysler, Faurecia, Plastic Omnium et surtout Daimler très faible. Pour le comportement sur les marchés, Michelin, Peugeot et Valeo sont bien notés mais Daimler et Plastic Omnium sont très faibles. La gouvernance est moyenne, à l'exception de Michelin, Peugeot et Valeo qui sont bien notées. L'engagement local est globalement plutôt bon sauf pour BMW, Faurecia, Daimler et Plastic Omnium. Enfin le respect des droits humains est généralement très bon, voire excellent pour Peugeot, mais faible encore pour Nokian Tyres et Plastic Omnium.

Les controverses sont très nombreuses, elles concernent essentiellement les constructeurs. Quelques unes portent sur la gouvernance, les relations de travail ou sur la qualité et la sécurité des produits. Ainsi BMW a dû procéder à plusieurs rappels de véhicules aux USA et en Corée du Sud et la rémunération du PDG de Renault n'a pas été approuvée à l'assemblée générale de 2017. Cependant la controverse la plus importante concerne le « Diesel Gate ». L'entreprise la plus concernée, Volkswagen, ne fait pas partie des entreprises étudiées, mais tous les constructeurs sont actuellement l'objet d'enquêtes judiciaires et risquent des poursuites. Ces entreprises en ont pris conscience et sont engagées dans une mutation vers la réduction des émissions et le développement de la voiture électrique qui est la condition de leur survie.

	E&I
Michelin	Conserver
Peugeot	Conserver
Valeo	Conserver
Renault	Exclure
BMW	Ne pas intégrer
Fiat Chrysler	Ne pas intégrer
Faurecia	Intégrer
Nokian Tyres	Intégrer
Continental	Ne pas intégrer

Daimler	Exclure
Volvo	Ne pas intégrer
GKN	Ne pas intégrer
MAN	Ne pas intégrer
Plastic Omnium	Conserver
Rheinmetall	Ne pas intégrer
Ferrari	Ne pas intégrer
Porsche Automobil Holding	Ne pas intégrer
Schaeffler	Ne pas intégrer
Volkswagen	Ne pas intégrer